

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Municipalité de Lac-Beauport | 22040 |

TABLE DES MATIÈRES

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier		S3
Onglet 1	Rapport de l'auditeur indépendant	1 à 3
Section I - Renseignements financiers audités		
Onglet 2	États financiers selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public	4 à 7
Onglet 3	Notes complémentaires aux états financiers	8 à 25
Onglet 4	Renseignements complémentaires - Résultats détaillés	26 à 40
Section II - Renseignements financiers non audités		
Onglet 5	Analyse des revenus	42 à 53
Onglet 6	Analyse des charges	54 à 57
Onglet 7	Endettement total net à long terme	5

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Richard Labrecque, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de Lac-Beauport pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'R. Labrecque', written over a horizontal line.

Date

29/4/24

RAPPORT

Aux membres du conseil de la
Municipalité de Lac-Beauport,

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité de Lac-Beauport et de l'organisme qui est sous son contrôle (Municipalité), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2023, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de la Municipalité au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats consolidés de ses activités, des gains et pertes de réévaluation consolidés, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La direction de l'administration municipale n'a pas procédé à l'inspection de plusieurs de ses bâtiments afin d'établir la présence d'une obligation légale de mise hors service dans le cadre de la mise en application du chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. De plus, l'évaluation des coûts de mise hors service d'un bâtiment contenant de l'amiante n'a pas été réalisée. Ces éléments constituent des dérogations aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, nous n'avons pu déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires au passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations, aux immobilisations corporelles, à l'excédent, à l'excédent accumulé et aux flux de trésorerie, ainsi qu'aux informations fournies sur les obligations pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

RAPPORT

Observation - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser ses activités ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

RAPPORT

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser ses activités;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Société de comptables professionnels agréés

Québec, Canada, 29 avril 2024

CPA auditrice, permis de comptabilité publique no A125052

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations	
		2023	2022
Revenus			
Taxes	1	16 801 214	15 572 316
Compensations tenant lieu de taxes	2	193 546	198 231
Quotes-parts	3		
Transferts	4	849 291	4 357 505
Services rendus	5	2 652 323	2 437 130
Imposition de droits	6	1 528 847	1 938 640
Amendes et pénalités	7	68 743	76 053
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	336 143	164 194
Autres revenus	10	260 314	13 131 570
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	22 690 421	37 875 639
Charges			
Administration générale	14	1 886 335	1 728 936
Sécurité publique	15	3 169 258	2 842 919
Transport	16	5 472 512	5 002 982
Hygiène du milieu	17	3 800 879	3 404 445
Santé et bien-être	18	8 735	12 585
Aménagement, urbanisme et développement	19	933 826	835 722
Loisirs et culture	20	5 006 142	4 639 702
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	1 182 808	1 064 294
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	21 460 495	19 531 585
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 229 926	18 344 054
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	55 948 583	37 604 529
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		
Solde redressé	28	55 948 583	37 604 529
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	57 178 509	55 948 583

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	5 117 625	4 090 819
Débiteurs (note 5)	2	7 344 514	9 988 127
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	12 462 139	14 078 946
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	3 293 281	4 525 439
Revenus reportés (note 11)	12	375 514	293 320
Dette à long terme (note 12)	13	36 487 601	38 625 444
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	40 156 396	43 444 203
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(27 694 257)	(29 365 257)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	84 636 301	85 079 600
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	88 506	102 762
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	147 959	131 478
	23	84 872 766	85 313 840
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	57 178 509	55 948 583
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	57 178 509	55 948 583
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	57 178 509	55 948 583

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations	
		2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 229 926	18 344 054
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	2 990 808)(	15 832 260)
Produit de cession	3	16 892	106 879
Amortissement	4	3 424 107	3 350 357
(Gain) perte sur cession	5	(6 892)	(10 872)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	443 299	(12 385 896)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		
Variation des stocks de fournitures	10	14 256	(17 426)
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	(16 481)	(16 984)
	13	(2 225)	(34 410)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	1 671 000	5 923 748
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(29 365 257)	(35 289 005)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(29 365 257)	(35 289 005)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(27 694 257)	(29 365 257)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 229 926	18 344 054
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	3 424 107	3 350 357
Autres			
▪ Gain sur cession	3.1	(6 892)	(10 872)
	4	4 647 141	21 683 539
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	2 643 613	(2 604 731)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(1 232 158)	1 409 529
Revenus reportés	8	82 194	(32 030)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	14 256	(17 426)
Autres actifs non financiers	12	(16 481)	(16 984)
	13	6 138 565	20 421 897
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(2 990 808)	(16 843 481)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	16 892	106 879
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	()	()
	18	(2 973 916)	(16 736 602)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	1 363 407	5 747 008
Remboursement de la dette à long terme	25	(3 526 873)	(3 168 267)
Variation nette des emprunts temporaires	26		(2 410 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	25 623	(28 508)
Autres			
▪	28.1		
	29	(2 137 843)	140 233
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	1 026 806	3 825 528
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	4 090 819	265 291
Solde déjà établi	32		
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	33	4 090 819	265 291
Solde redressé	34	5 117 625	4 090 819
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est un organisme municipal constitué en vertu du Code municipal du Québec (LRQ. c. C-27.1).

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

Les états financiers consolidés sont établis conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23. Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Municipalité excluant l'organisme qu'elle contrôle.

A) Périmètre comptable et partenariats

La Municipalité fait partie de la MRC de La Jacques-Cartier et de la Communauté métropolitaine de Québec. La Municipalité doit acquitter ses quotes-parts des dépenses relatives à ces deux organismes selon son niveau de richesse foncière et doit aussi absorber ses quotes-parts des dettes contractées par ces deux organismes.

1) MRC de La Jacques-Cartier

La quote-part versée par la Municipalité s'élève à 667 515 \$ (641 292 \$ en 2022).

La quote-part de la dette attribuable à la Municipalité est de 508 563 \$ (50 259 \$ en 2022).

2) Communauté métropolitaine de Québec (CMQ)

La quote-part versée en 2023 s'élève à 66 482 \$ (59 148 \$ en 2022).

La quote-part de la dette attribuable à la Municipalité est de 17 085 \$ (26 650 \$ en 2022).

3) Ville de Québec

La Ville de Québec a pour mandat de gérer l'épuration des eaux usées de la Municipalité par le biais d'une entente contractuelle. En 2023, la Municipalité a versé à la Ville de Québec une quote-part de 63 353 \$ (56 256 \$ en 2022).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

4) Ville de St-Raymond

La Cour municipale de St-Raymond entend les causes des constats émis sur le territoire de Lac-Beauport. Une partie des frais est payée par les frais chargés sur les constats d'infraction. Le reste des frais est chargé en fin d'année via une facture. En 2023, la Municipalité a versé à la Ville de St-Raymond une quote-part de 21 479 \$ (32 743 \$ en 2022).

a) Périmètre comptable

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Municipalité et de l'organisme qu'elle contrôle. Cet organisme est la Société des Sentiers du Moulin. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers consolidés, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations corporelles, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, les contestations d'évaluation et les réclamations en justice.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Municipalité sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires ayant une échéance de trois mois ou moins ou qui peuvent être convertis en tout temps en trésorerie.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état consolidé de la situation financière.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Municipalité en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Municipalité comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service des immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation.

E) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la formule du coût moyen.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, et amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon les méthodes de l'amortissement linéaire et du solde dégressif, sur les périodes ou aux taux annuels suivants :

Infrastructures	15, 20 et 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules, ameublement de bureau, machinerie et outillage, aménagement des sentiers	10 ans, 20 % et 30 %
Machinerie lourde	10 et 20 ans

Les immobilisations corporelles en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

La Municipalité capitalise les frais financiers relatifs aux immobilisations corporelles en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

F) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers consolidés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsque les montants sont versés. Il n'est pas nécessaire de déposer une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les produits de placements sont constatés en fonction du temps écoulé ou au moment où ils sont acquis au titulaire.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite à employeurs multiples à prestations déterminées

Les élus municipaux de l'administration municipale participent à un régime de retraite à employeurs multiples à prestations déterminées. Ce régime est comptabilisé comme s'il s'agissait d'un régime à cotisations déterminées puisque la Municipalité ne dispose pas des informations nécessaires pour pouvoir appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Régime de retraite à cotisations déterminées

L'administration municipale offre à ses employés réguliers un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le coût du régime de retraite afférent aux services courants est comptabilisé à l'état des résultats au cours de l'exercice pendant lequel les cotisations sont payables par l'employeur. Les coûts des services passés sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel la mise en place du régime a lieu ou au cours duquel une entente au sujet de la modification du régime est conclue.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les prêts sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer, des intérêts courus à payer et des dettes, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Dépréciation d'actifs financiers

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

J) Autres éléments

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Municipalité bénéficiera des services acquis.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Mise en application du chapitre SP 3280 du Manuel de CPA Canada – Comptabilité pour le secteur public; exercices ouverts à compter du 1er avril 2022

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la Municipalité comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la Municipalité qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Conformément aux nouvelles exigences, la Municipalité doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige la Municipalité à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Municipalité.

Mise en application des chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201 du Manuel de CPA Canada – Comptabilité pour le secteur public; exercices ouverts à compter du 1er avril 2022

Au cours de l'exercice, la Municipalité a adopté les exigences des chapitres SP 3450, Instruments financiers, SP 3041, Placements de portefeuille, SP 2601, Conversion des devises et SP 1201, Présentation des états financiers, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022.

Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers consolidés, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective et n'ont eu aucune incidence sur les montants comptabilisés aux états financiers consolidés.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 5 117 625	4 090 819
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 5 117 625	4 090 819
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 5 117 625	4 090 819
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 1 214 541	57 800
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	648 613	594 784
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	5 144 230	6 163 248
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	1 116 610	2 808 272
Organismes municipaux	13		
Autres			
▪ Autres	14.1	435 061	421 823
	15	7 344 514	9 988 127
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	4 311 788	3 482 984
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	4 311 788	3 482 984
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	3 491 752	3 661 547
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23		
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24		
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	1 652 478	2 501 701
	27	5 144 230	6 163 248

Note**6. Prêts**

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
	35		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

8. Autres actifs financiers

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Municipalité dispose d'une facilité de crédit d'un montant autorisé de 3 900 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,25 %, sans échéance.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	1 393 793	2 576 431
Salaires et avantages sociaux	42	949 295	861 995
Dépôts et retenues de garantie	43	742 466	721 121
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Intérêts courus à payer	45.1	207 727	190 892
▪ Subvention à rembourser	45.2		175 000
	46	3 293 281	4 525 439

Note**11. Revenus reportés**

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	41 140	28 603
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	164 541	57 800
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Autres perçus d'avance	60.1	6 464	6 464
▪ Projet Sylva	60.2	4 318	36 688
▪ Autres	60.3	159 051	163 765
	61	375 514	293 320

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,70	5,00	2024	2045	62	36 671 461	38 822 003
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	0,45	3,99	2026	2027	68	31 647	44 571
Autres					69		
					70	36 703 108	38 866 574
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(215 507)	(241 130)
					72	36 487 601	38 625 444

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2024	73		13 663 075	12 374		13 675 449
2025	74		9 524 258	12 570		9 536 828
2026	75		3 537 128	5 985		3 543 113
2027	76		6 554 000	718		6 554 718
2028	77		3 393 000			3 393 000
2029 et plus	78					
	79		36 671 461	31 647		36 703 108
Intérêts et frais accessoires	80		()	()	()	()
	81		36 671 461	31 647		36 703 108

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	374 333
Régimes de retraite des élus municipaux	89	30 679
	90	405 012
		306 358
		29 783
		336 141

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	
Autres		
▪	94.1	
	95	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	
Passifs réglés	98	()
Charge de désactualisation ¹	99	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	12 403 810	23 360		12 427 170
Eaux usées	103	12 893 168			12 893 168
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	57 304 966	1 433 620		58 738 586
Autres					
▪ Autres	105.1	7 498 875	8 608		7 507 483
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	16 861 131	266 243		17 127 374
Améliorations locatives	108	22 256			22 256
Véhicules	109	2 570 165	204 978	26 415	2 748 728
Ameublement et équipement de bureau	110	1 243 878	135 254		1 379 132
Machinerie, outillage et équipement divers	111	3 793 689	276 561		4 070 250
Terrains	112	4 184 033		10 000	4 174 033
Autres	113				
	114	118 775 971	2 348 624	36 415	121 088 180
Immobilisations en cours	115	1 535 570	642 184		2 177 754
	116	120 311 541	2 990 808	36 415	123 265 934
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	3 841 435	312 344		4 153 779
Eaux usées	118	4 758 323	283 765		5 042 088
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	13 926 328	1 559 720		15 486 048
Autres					
▪ Autres	120.1	3 079 157	147 928		3 227 085
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	4 744 840	581 122		5 325 962
Améliorations locatives	123	6 332			6 332
Véhicules	124	1 236 550	158 912	26 415	1 369 047
Ameublement et équipement de bureau	125	1 327 489	287 796		1 615 285
Machinerie, outillage et équipement divers	126	2 311 487	92 520		2 404 007
Autres	127				
	128	35 231 941	3 424 107	26 415	38 629 633
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	85 079 600			84 636 301
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

	2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133	
Immeubles industriels municipaux	134	
Autres	135	
	136	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2023	2022
Frais payés d'avance		
▪ Frais payés d'avance	144.1	147 959
Autres		
▪	145.1	
	146	147 959
		131 478

Note**19. Obligations contractuelles**

S.O.

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

Au 31 décembre 2023, la Municipalité fait l'objet de diverses poursuites. La Municipalité estime que les risques de pertes éventuelles pour ces poursuites sont faibles et que les montants qui pourraient être déboursés en lien avec le règlement de ces poursuites sont négligeables. La Municipalité n'a donc provisionné aucun montant en lien avec ces poursuites.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

25. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Municipalité sont liés à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

L'exposition maximale de la Municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. Étant donné que la majorité des débiteurs proviennent d'entités gouvernementales, la Municipalité croit que le risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2023	2022
moins de 30 jours	412 384 \$	399 146 \$
de 30 à 60 jours	-	-
plus de 60 jours	22 677	22 677
	435 061 \$	421 823 \$

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

2023				
	Moins de 1 an	1 à 3 ans	4 à 5 ans	Total
Emprunts temporaires	-	-	-	-
Créditeurs et charges à payer (note 10)	3 085 554 \$	-	-	3 085 554 \$
Intérêts courus (note 10)	207 727 \$	-	-	207 727 \$
Dette à long terme	13 675 449 \$	13 079 941 \$	9 947 718 \$	36 703 108 \$
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	16 968 730 \$	13 079 941 \$	9 947 718 \$	39 996 389 \$

2022				
	Moins de 1 an	1 à 3 ans	4 à 5 ans	Total
Emprunts temporaires	-	-	-	-
Créditeurs et charges à payer (note 10)	4 334 547 \$	-	-	4 334 547 \$
Intérêts courus (note 10)	190 892 \$	-	-	190 892 \$
Dette à long terme	7 675 364 \$	22 177 944 \$	9 013 266 \$	38 866 574 \$
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	12 200 803 \$	22 177 944 \$	9 013 266 \$	43 392 013 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Municipalité est exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Municipalité est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Municipalité prévoit rembourser ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

La Municipalité est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

			2023
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 117 625 \$	-	5 117 625 \$
Passifs financiers			
Emprunts temporaires	-	-	-
Dettes à long terme	36 703 108 \$	-	36 703 108 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

2022			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 090 819 \$	-	4 090 819 \$
Passifs financiers			
Emprunts temporaires	-	-	-
Dette à long terme	38 866 574 \$	-	38 866 574 \$

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	15 572 316	16 587 000	16 753 421			16 753 421
Compensations tenant lieu de taxes	2	198 231	197 000	193 546			193 546
Quotes-parts	3						
Transferts	4	856 562	1 020 000	769 291			769 291
Services rendus	5	360 290	551 692	508 851		2 163 472	2 652 323
Imposition de droits	6	1 938 640	1 197 500	1 528 847			1 528 847
Amendes et pénalités	7	76 053	50 000	68 743			68 743
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	164 194	172 500	336 143			336 143
Autres revenus	10			6 892		58 312	65 204
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	19 166 286	19 775 692	20 165 734		2 221 784	22 367 518
Investissement							
Taxes	13			47 793			47 793
Quotes-parts	14						
Transferts	15	3 410 943				80 000	80 000
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	13 087 082		195 110			195 110
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	16 498 025		242 903		80 000	322 903
	22	35 664 311	19 775 692	20 408 637		2 301 784	22 690 421
Charges							
Administration générale	23	1 649 411	1 786 700	1 798 718	87 617		1 886 335
Sécurité publique	24	2 610 866	2 875 092	2 942 085	227 173		3 169 258
Transport	25	3 366 110	3 965 955	3 757 522	1 714 990		5 472 512
Hygiène du milieu	26	2 685 830	3 280 880	3 132 998	667 881		3 800 879
Santé et bien-être	27	12 585	12 000	8 735			8 735
Aménagement, urbanisme et développement	28	827 099	972 028	925 203	8 623		933 826
Loisirs et culture	29	2 285 704	2 499 947	2 454 307	446 407	2 125 428	5 006 142
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	982 112	1 203 000	1 107 619		75 189	1 182 808
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	3 130 591		3 152 691	(3 152 691)		
	34	17 550 308	16 595 602	19 279 878		2 200 617	21 460 495
Excédent (déficit) de l'exercice	35	18 114 003	3 180 090	1 128 759		101 167	1 229 926

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		<u>Réalisations 2022</u>	<u>Budget 2023</u>	<u>Réalisations 2023</u>	<u>Total consolidé¹</u>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats
Excédent (déficit) de l'exercice	1	18 114 003	3 180 090	1 128 759	1 229 926
Moins : revenus d'investissement	2	(16 498 025)	()	(242 903)	(322 903)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 615 978	3 180 090	885 856	21 167
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	3 130 591		3 152 691	271 416
Produit de cession	5	87 733		16 892	16 892
(Gain) perte sur cession	6			(6 892)	(6 892)
Réduction de valeur / Reclassement	7				
	8	3 218 324		3 162 691	271 416
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9				
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15				
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 874 351)	(3 508 000)	(3 221 943)	(18 873)
	18	(2 874 351)	(3 508 000)	(3 221 943)	(18 873)
Affectations					
Activités d'investissement	19	(16 866)	()	(4 452)	(303 424)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	309 905	427 075	135 914	135 914
Excédent de fonctionnement affecté	21	45 000		215 000	215 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(305 291)	(99 165)	(108 304)	(108 304)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	32 748	327 910	238 158	(303 424)
	26	376 721	(3 180 090)	178 906	(50 881)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 992 699		1 064 762	(29 714)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Réalizations 2022		Réalizations 2023		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	16 498 025	242 903	80 000	322 903
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	40 063)(	53 137)(	)	( 53 137)
Sécurité publique	3 (	77 001)(	117 129)(	)	( 117 129)
Transport	4 (	14 791 567)(	2 245 466)(	)	( 2 245 466)
Hygiène du milieu	5 (	113 733)(	78 135)(	)	( 78 135)
Santé et bien-être	6 ()))	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	239 170)())	()
Loisirs et culture	8 (	35 112)(	86 117)(	410 824)(	496 941)
Réseau d'électricité	9 ()))	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()))	()
	11 (	15 296 646)(	2 579 984)(	410 824)(	2 990 808)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 ()))	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 ()))	()
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	5 725 000	199 340	27 407	226 747
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	16 866	4 452	303 424	307 876
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	493 989	396 518		396 518
Excédent de fonctionnement affecté	17				
Réserves financières et fonds réservés	18	290 729	557 310		557 310
	19	801 584	958 280	303 424	1 261 704
	20	(8 770 062)	(1 422 364)	(79 993)	(1 502 357)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	7 727 963	(1 179 461)	7	(1 179 454)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022		2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 841 580	4 973 585	144 040	5 117 625
Débiteurs (note 5)	2	9 910 496	7 284 417	60 097	7 344 514
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	13 752 076	12 258 002	204 137	12 462 139
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	4 291 555	3 162 415	130 866	3 293 281
Revenus reportés (note 11)	12	154 390	241 298	134 216	375 514
Dettes à long terme (note 12)	13	38 580 873	36 434 496	53 105	36 487 601
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	43 026 818	39 838 209	318 187	40 156 396
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(29 274 742)	(27 580 207)	(114 050)	(27 694 257)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	83 947 978	83 365 272	1 271 029	84 636 301
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20			88 506	88 506
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	108 868	125 802	22 157	147 959
	23	84 056 846	83 491 074	1 381 692	84 872 766
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	3 550 872	2 233 207	49 716	2 282 923
Excédent de fonctionnement affecté	25	215 000	100 000		100 000
Réserves financières et fonds réservés	26	3 705 451	5 006 694		5 006 694
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	()	()	()	()
Financement des investissements en cours	28	(1 430 463)	(2 610 174)		(2 610 174)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	48 741 244	51 181 140	1 217 926	52 399 066
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	54 782 104	55 910 867	1 267 642	57 178 509
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	4 952 896	5 172 417	6 040 066	5 191 917
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	1 156 877	1 069 417	1 182 211	1 045 910
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	8 323 022	7 786 014	8 639 583	7 941 457
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 080 000	1 080 219	1 155 407	1 002 047
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	123 000	27 400	27 401	62 247
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	945 908	906 134	906 134	895 774
Transferts	15				
Autres	16	1 899	1 851	1 851	708
Autres					
Transferts	17	12 000	8 735	8 735	29 669
Autres	18		75 000	75 000	11 497
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		3 152 691	3 424 107	3 350 359
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪	21.1				
	22	16 595 602	19 279 878	21 460 495	19 531 585

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 282 923	3 630 300
Excédent de fonctionnement affecté	2	100 000	215 000
Réserves financières et fonds réservés	3	5 006 694	3 705 451
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	()	()
Financement des investissements en cours	5	(2 610 174)	(1 430 463)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	52 399 066	49 828 295
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	57 178 509	55 948 583
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 233 207	3 550 872
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	49 716	79 428
	11	2 282 923	3 630 300
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Équilibre budgétaire	12.1	100 000	215 000
	13	100 000	215 000
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	100 000	215 000

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Réserve financière destinée aux urgences	17.1	1 000 000
	18	1 000 000
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	2 867 181
Organismes contrôlés et partenariats	22	2 616 187
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	1 088 503
Organismes contrôlés et partenariats	24	1 088 254
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	50 000
Autres		
▪ Autre	30.1	1 010
	31	4 006 694
	32	3 705 451
	5 006 694	3 705 451

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
▪	45 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
▪	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres	56.1 ()(
▪	57 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres	62.1	
▪	63	
	64 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	
Investissements à financer	66 (2 610 174)(	1 430 463)
	67 (2 610 174)	(1 430 463)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68 84 636 301	85 079 600
Propriétés destinées à la revente	69	
Prêts	70	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	
	73 84 636 301	85 079 600
Ajustements aux éléments d'actif	74	
	75 84 636 301	85 079 600
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (36 487 601)(	38 625 444)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (215 507)(	241 130)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78 4 311 788	3 482 984
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	
	81 (32 391 320)(	35 383 590)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 ((154 085))(	(132 285))
	83 (32 237 235)(	35 251 305)
	84 52 399 066	49 828 295

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres	81.1	
	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	()
Rendement espéré des actifs	85	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	
	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	
	110	

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

Il s'agit d'un régime de retraite simplifié offert aux employés réguliers. L'employeur cotise selon le même pourcentage que l'employé jusqu'à un maximum de 9 %. L'employé peut ajouter des cotisations dites additionnelles.

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	306 358
REER	114	
Autres régimes	115	
	116	374 333

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire, s'il y a lieu, aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice comme établies par règlement du gouvernement.

		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118	8 633	8 146
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	28 199	27 452
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	2 480	2 331
	121	30 679	29 783

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022	
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	13 058 000	13 220 255	13 220 255	12 462 273
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4		47 793	47 793	
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7				
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	13 058 000	13 268 048	13 268 048	12 462 273
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	716 867	719 822	719 822	695 106
Égout	13	374 591	376 826	376 826	364 426
Traitement des eaux usées	14				
Matières résiduelles	15	1 459 606	1 470 134	1 470 134	1 077 946
Autres					
▪ Éclairage public	16.1	40 905	43 895	43 895	40 400
▪ Enlèvement de la neige	16.2	16 680	16 680	16 680	16 680
▪ Fosses septiques	16.3	317 663	303 128	303 128	312 953
Centres d'urgence 9-1-1	17	35 000	36 217	36 217	38 216
Service de la dette	18	567 688	566 464	566 464	564 316
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	3 529 000	3 533 166	3 533 166	3 110 043
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	3 529 000	3 533 166	3 533 166	3 110 043
	27	16 587 000	16 801 214	16 801 214	15 572 316

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	42 256	42 256	41 063
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	25 000	29 405	30 040
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	99 626	95 141	97 640
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	166 882	166 802	168 743
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44	30 118	26 744	29 488
	45	30 118	26 744	29 488
	46	197 000	193 546	198 231

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49			1 421
Sécurité civile	50			
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52	78 948	45 304	45 304
Enlèvement de la neige	53			29 676
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62	71 465	49 642	49 642
Réseau de distribution de l'eau potable	63			27 313
Traitement des eaux usées	64			
Réseaux d'égout	65	71 465	26 017	26 017
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67	502 000	480 164	480 163
Tri et conditionnement	68			603 429
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72		4 761	4 761
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77			
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79			
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81	276 122	145 803	145 804
Activités culturelles				
Bibliothèques	82	20 000	17 600	17 600
Autres	83			7 677
Réseau d'électricité	84			
	85	1 020 000	769 291	769 291
				856 562

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	86			
Sécurité publique				
Police	87			
Sécurité incendie	88			
Sécurité civile	89			
Autres	90			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	91			1 937 443
Enlèvement de la neige	92			
Autres	93			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	94			
Transport adapté	95			
Transport scolaire	96			
Autres	97			
Transport aérien	98			
Transport par eau	99			
Autres	100			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101			
Réseau de distribution de l'eau potable	102			
Traitement des eaux usées	103			
Réseaux d'égout	104			538 100
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	105			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	106			
Tri et conditionnement	107			
Autres	108			
Autres	109			
Cours d'eau	110			
Protection de l'environnement	111			
Autres	112			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	113			
Sécurité du revenu	114			
Autres	115			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	116			
Rénovation urbaine	117			
Promotion et développement économique	118			
Autres	119			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	120		80 000	1 025 400
Activités culturelles				
Bibliothèques	121			
Autres	122			
Réseau d'électricité	123			
	124		80 000	3 500 943

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129			
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			
	135			
TOTAL DES TRANSFERTS	136	1 020 000	769 291	849 291
				4 357 505

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi		137		
Évaluation		138		
Autres		139		
		140		
Sécurité publique				
Police		141		
Sécurité incendie		142		
Sécurité civile		143		
Autres		144		
		145		
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale		146		
Enlèvement de la neige		147		
Autres		148		
Transport collectif		149		
Autres		150		
		151		
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable		152		
Réseau de distribution de l'eau potable		153		
Traitement des eaux usées		154		
Réseaux d'égout		155		
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés		156		
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport		157		
Tri et conditionnement		158		
Autres		159		
Autres		160		
Cours d'eau		161		
Protection de l'environnement		162		
Autres		163		
		164		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173			
Activités culturelles				
Bibliothèques	174			
Autres	175			
	176			
Réseau d'électricité	177			
	178			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	179			
Évaluation	180			
Autres	181	213 000	99 266	59 040
	182	213 000	99 266	59 040
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184	34 000	52 172	56 430
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187	34 000	52 172	56 430
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188			
Enlèvement de la neige	189			
Autres	190			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195	32 500	32 254	13 872
	196	32 500	32 254	13 872
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197	1 000	2 080	2 030
Réseau de distribution de l'eau potable	198			
Traitement des eaux usées	199			
Réseaux d'égout	200			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201			
Matières recyclables	202			
Autres	203	750	480	480
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206	11 000	7 255	420
	207	12 750	9 815	2 450

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210			
	211			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212			
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214			
Autres	215			
	216			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217	185 942	217 652	2 361 124
Activités culturelles				
Bibliothèques	218		1 788	1 788
Autres	219	73 500	95 904	95 904
	220	259 442	315 344	2 458 816
Réseau d'électricité	221			
	222	551 692	508 851	2 652 323
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	551 692	508 851	2 437 130

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	97 500	124 781	114 123
Droits de mutation immobilière	225	1 100 000	1 404 066	1 824 517
Droits sur les carrières et sablières	226			
Autres	227			
	228	1 197 500	1 528 847	1 938 640
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	229	50 000	68 743	76 053
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	231	172 500	336 143	164 194
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		6 892	10 872
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236	195 110	195 110	13 087 082
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239			
Redevances réglementaires	240			
Autres	241		58 312	33 616
	242	195 110	202 002	13 131 570
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	243			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	454 000	418 160		418 160	418 160	347 050
Greffe et application de la loi	2	410 601	396 140		396 140	396 140	398 626
Gestion financière et administrative	3	527 599	643 573	87 617	731 190	731 190	660 188
Évaluation	4	244 500	199 785		199 785	199 785	196 861
Gestion du personnel	5	150 000	141 060		141 060	141 060	126 211
Autres							
▪	6.1						
	7	1 786 700	1 798 718	87 617	1 886 335	1 886 335	1 728 936
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	1 401 092	1 402 289		1 402 289	1 402 289	1 355 573
Sécurité incendie	9	1 247 500	1 328 499	227 173	1 555 672	1 555 672	1 350 688
Sécurité civile	10	185 500	170 334		170 334	170 334	82 871
Autres	11	41 000	40 963		40 963	40 963	53 787
	12	2 875 092	2 942 085	227 173	3 169 258	3 169 258	2 842 919
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	13	1 686 937	1 524 296	1 705 060	3 229 356	3 229 356	2 910 344
Enlèvement de la neige	14	1 743 998	1 727 561	3 338	1 730 899	1 730 899	1 552 987
Éclairage des rues	15	116 000	94 012		94 012	94 012	110 385
Circulation et stationnement	16	128 020	123 396		123 396	123 396	183 729
Transport collectif							
Transport en commun	17	291 000	288 257		288 257	288 257	238 944
Transport aérien	18						
Transport par eau	19						
Autres	20			6 592	6 592	6 592	6 593
	21	3 965 955	3 757 522	1 714 990	5 472 512	5 472 512	5 002 982

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	426 514	418 407	7 436	425 843	425 843	239 110
Réseau de distribution de l'eau potable	23	218 010	242 688	320 381	563 069	563 069	641 466
Traitement des eaux usées	24	500 450	471 489		471 489	471 489	408 555
Réseaux d'égout	25	102 346	97 924	290 032	387 956	387 956	597 544
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	26	372 600	346 057	43 480	389 537	389 537	296 927
Élimination	27	305 793	284 720		284 720	284 720	227 609
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	28	318 257	289 929		289 929	289 929	232 876
Tri et conditionnement	29	96 600	93 019		93 019	93 019	68 343
Matières organiques							
Collecte et transport	30	284 964	265 928		265 928	265 928	194 302
Traitement	31	83 239	72 491		72 491	72 491	74 162
Matériaux secs							
Autres	32	102 107	100 587		100 587	100 587	106 888
Plan de gestion							
Autres	33	285 697	282 047		282 047	282 047	159 880
Autres							
Autres	34	13 303	13 303		13 303	13 303	12 464
Autres							
Autres	35						
Cours d'eau	36	97 000	79 522	6 552	86 074	86 074	67 422
Protection de l'environnement	37	74 000	74 887		74 887	74 887	76 897
Autres	38						
	39	3 280 880	3 132 998	667 881	3 800 879	3 800 879	3 404 445
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	40	12 000	8 735		8 735	8 735	12 585
Sécurité du revenu	41						
Autres	42						
	43	12 000	8 735		8 735	8 735	12 585

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	44	792 028	745 469	8 623	754 092	754 092	667 734
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	45						3 150
Autres biens	46						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	47	180 000	179 734		179 734	179 734	164 838
Tourisme	48						
Autres	49						
Autres	50						
	51	972 028	925 203	8 623	933 826	933 826	835 722
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	52	299 483	306 576	118 817	425 393	2 530 821	2 315 539
Patinoires intérieures et extérieures	53	319 852	325 759	20 004	345 763	345 763	388 327
Piscines, plages et ports de plaisance	54	264 584	277 038	10 974	288 012	288 012	217 396
Parcs et terrains de jeux	55	294 997	271 699	158 243	429 942	429 942	532 655
Parcs régionaux	56	552 031	519 343		519 343	519 343	206 468
Expositions et foires	57						
Autres	58	201 250	189 633	107 753	297 386	297 386	374 772
	59	1 932 197	1 890 048	415 791	2 305 839	4 411 267	4 035 157
Activités culturelles							
Centres communautaires	60						
Bibliothèques	61	306 020	287 187	25 956	313 143	313 143	340 733
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	62						
Autres ressources du patrimoine	63						
Autres	64	261 730	277 072	4 660	281 732	281 732	263 812
	65	567 750	564 259	30 616	594 875	594 875	604 545
	66	2 499 947	2 454 307	446 407	2 900 714	5 006 142	4 639 702

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	68	1 080 000	1 080 219		1 080 219	1 155 407	1 002 047
Autres frais	69						
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	70						
Autres	71	123 000	27 400		27 400	27 401	62 247
	72	1 203 000	1 107 619		1 107 619	1 182 808	1 064 294
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74		3 152 691 (	3 152 691)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	2023	Réalisations
		2023	2023	2022
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	23 360	23 360	18 199
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	93 383	93 383	35 605
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 964 277	1 964 277	14 794 834
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11			711 682
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14	49 691	266 352	28 889
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	177 616	204 978	77 417
Ameublement et équipement de bureau	18	53 137	135 254	34 555
Machinerie, outillage et équipement divers	19	218 520	303 204	131 079
Terrains	20			
Autres	21			
	22	2 579 984	2 990 808	15 832 260

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	23 360	23 360	18 199
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	93 383	93 383	35 605
Conduites d'égout	4			
Autres infrastructures	5	1 964 277	1 964 277	15 506 516
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	498 964	909 788	271 940
	12	2 579 984	2 990 808	15 832 260

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	8 245 500		428 500	7 817 000
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	27 138 090	226 747	2 790 517	24 574 320
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	35 383 590	226 747	3 219 017	32 391 320
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 482 984	1 136 660	307 856	4 311 788
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	3 482 984	1 136 660	307 856	4 311 788
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	3 482 984	1 136 660	307 856	4 311 788
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	3 482 984	1 136 660	307 856	4 311 788
	19	38 866 574	1 363 407	3 526 873	36 703 108
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	38 866 574	1 363 407	3 526 873	36 703 108

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	36 703 108
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 610 174
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	1 088 503
Débiteurs	8	4 311 788
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	33 912 991
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	33 912 991
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	508 563
Communauté métropolitaine	16	17 085
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	34 438 639
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	34 438 639
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	30 000	21 479	32 742
Évaluation	2	252 361	218 065	221 318
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6	19 982	19 982	25 046
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	259 755	259 711	257 974
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	60 000	63 353	56 236
Matières résiduelles	12	13 303	13 303	12 464
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	105 246	105 246	95 017
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	180 000	179 734	164 838
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	25 261	25 261	30 139
Réseau d'électricité	24			
	25	945 908	906 134	895 774

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	2 579 984	15 296 646
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	2 579 984	15 296 646

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	10,00	32,00	20 399,00	*****	*****	*****
Professionnels	2	0,00	0,00	0,00	*****	*****	*****
Cols blancs	3	76,00	30,00	46 692,00	*****	*****	*****
Cols bleus	4	21,00	36,00	31 412,00	*****	*****	*****
Policiers	5	0,00	0,00	0,00	*****	*****	*****
Pompiers	6	34,00	40,00	18 452,00	*****	*****	*****
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7	0,00	0,00	0,00	*****	*****	*****
	8	141,00		116 955,00	*****	*****	*****
Élus	9	7,00			236 415	46 918	283 333
	10	148,00			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	762 846			6 445	769 291
	7	762 846			6 445	769 291

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	16 253	15 715
	4	16 253	15 715
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	79 157	73 410
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	79 157	73 410
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	458 186	397 102
Enlèvement de la neige	11	542	633
Autres	12	1 036	1 300
Transport collectif	13		
Autres	14	16 044	8 403
	15	475 808	407 438
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	6 475	6 566
Réseau de distribution de l'eau potable	17	139 171	140 120
Traitement des eaux usées	18	9 146	6 208
Réseaux d'égout	19	145 461	146 805
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22	24 939	
Cours d'eau	23	6 191	6 699
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		13 062
	26	331 383	319 460
Santé et bien-être			
Logement social	27	7 353	8 048
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	7 353	8 048
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	195 319	155 505
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	2 346	2 536
	39	197 665	158 041
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 107 619	982 112

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Charles Brochu	1.1 Maire	51 298	16 690		
Lucie Laroche	1.2 Conseiller	17 100	8 550		
Lorne Trudel	1.3 Conseiller	17 100	8 550		
Jacinthe Gagnon	1.4 Conseiller	17 100	8 550		
Guy Gilbert	1.5 Conseiller	13 338	6 669		
François Boily	1.6 Conseiller	17 100	8 550		
Marie Gagnon	1.7 Conseiller	17 100	8 550		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 4 000 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

26

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

27 114 300 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

28

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023

29 316 820 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

30

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

31 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

32

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

33 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

34

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

35

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

Municipalité Régionale de Compté de la Jacques-Cartier

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

36

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

37 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

38

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

39 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

40

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

41 _____ \$

- b) autres formes d'aide

42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

44 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 45 _____ \$
- Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 46 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 47 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 48 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 49 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 50 _____ \$
 - Systèmes de drainage 51 _____ \$
 - Abords de routes 52 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 53 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 54 _____ \$
- Dépenses relatives à l'entretien d'été 55 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles 56 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 57 _____

b) Date d'adoption de la résolution 58 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 071-2024
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2024-04-02
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 512
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 250
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement